

# Un « plan Marshall » contre Ebola

## Les économies du Liberia, de la Guinée et de la Sierra Leone ont été sinistrées par l'épidémie

BRUXELLES - bureau européen

Un « plan Marshall » pour rebâtir les pays d'Afrique de l'Ouest dévastés par l'épidémie d'Ebola, qui a endeuillé et appauvri les populations, mis à mal les économies et fait s'effondrer de fragiles systèmes de santé. Voilà ce qu'a réclamé, à Bruxelles, mardi 3 mars, lors d'une conférence réunissant les acteurs mondiaux de la lutte contre la maladie, la présidente du Liberia, Ellen Johnson Sirleaf. « Nous évoquons un plan Marshall, parce qu'Ebola ressemble à une guerre », a renchéri son collègue guinéen, Alpha Condé, dans une autre allusion à l'initiative américaine qui avait permis la reconstruction de l'Europe après 1945.

La question sera évoquée dans d'autres enceintes. Dans l'immédiat, les pays concernés demandent surtout que l'argent qui leur a été promis leur soit effectivement versé. Quelque 5,1 milliards de dollars (4,56 milliards d'euros) au total ont été engagés ; 2,4 ont été versés jusqu'ici. L'Europe, qui a dégagé 1,2 milliard d'euros, un montant auquel s'ajoutent 414 millions pour l'aide d'urgence et 215 millions pour la recherche, évoque un processus exceptionnellement rapide, mais les dirigeants africains insistent : il leur faut, à bref délai, 400 millions de dollars pour financer des équipes médicales et les doter du matériel adéquat.

### 9 714 personnes tuées

Leur autre grande crainte est que la communauté internationale se désengage progressivement, con-

vaincue que la maladie serait endiguée. « Nous avons fait un pas, les résultats sont en progrès, mais nous sommes toujours en lutte », a insisté Ernest Bai Koroma, président de la Sierra Leone. Près d'un an après la déclaration, par l'Organisation mondiale de la santé, de l'apparition du virus Ebola en Guinée, le 23 mars 2014 – il allait ensuite gagner le Liberia, puis la Sierra Leone –, l'épidémie est loin d'être jugulée. D'où les appels à la poursuite et à la relance de l'aide.

Le virus a tué 9 714 personnes dans ces trois pays – les plus touchés – sur 23 913 cas recensés depuis le début de l'épidémie, d'après un bulletin de l'OMS du 2 mars. Sur le terrain, la situation reste préoccupante et les réticences des populations encore vives. La diffusion du virus continue, notamment lors des enterrements rituels.

Après une nette décrue en janvier, l'épidémie regagne du terrain. En Guinée, 2 127 personnes sont mortes sur 3 205 cas, soit une hausse de 24 % par rapport aux chiffres du 31 décembre 2014. En Sierra Leone, l'augmentation des décès est de 28 %, avec 3 530 morts sur 11 443 cas déclarés. Le Liberia a comptabilisé 4 057 décès sur 9 265 cas, soit une augmentation du nombre de victimes de 19 % par rapport à la fin 2014. « L'épidémie n'est pas finie », a également insisté Federica Mogherini, la chef de la diplomatie européenne.

« D'autres conflits, d'autres crises politiques peuvent faire oublier Ebola ; il est donc très important de rappeler l'urgence de maintenir l'effort tant que le virus n'est pas éradiqué », explique Annick Girardin, la

secrétaire d'Etat française au développement, qui participait à la conférence. « Il n'y aura pas de victoire totale tant qu'il n'y a aura pas zéro cas », a insisté M. Bai Koroma.

Les chefs d'Etat des trois pays les plus touchés ont présenté une « stratégie régionale » pour organiser l'aide sur le long terme. « C'est nouveau car il faut prévoir une aide sur plusieurs années, ajoute M<sup>me</sup> Girardin. Il s'agit autant des systèmes de santé, au-delà du traitement même d'Ebola, que de l'aide alimentaire qui va être nécessaire, de l'éducation... »

La situation économique des trois pays, et de l'ensemble de la région d'Afrique de l'Ouest, est dramatique. Selon un rapport de la Banque mondiale du 20 janvier, « l'épidémie continue de paralyser l'économie de la Guinée, du Liberia et de la Sierra Leone ». Le manque à gagner pour la croissance serait de 540 millions de dollars pour la Guinée, 920 millions pour la Sierra Leone et 180 millions pour le Liberia en 2015. Pour l'ensemble de la région, les dégâts économiques pourraient atteindre 6 milliards de dollars. La diffusion de l'épidémie a sapé la confiance des consommateurs et des investisseurs, et freiné les échanges.

Le plan régional devrait être présenté à la mi-avril à Washington, à l'occasion des assemblées générales du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. En septembre, à New York, l'Assemblée générale des Nations unies étudiera l'hypothèse du « plan Marshall ». ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS  
ET RÉMI BARROUX (À PARIS)